



ACADÉMIE DE LIMOGES

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Bureau des affaires juridiques

Limoges, le 30 octobre 2020

Maj 26 mai 2021

Bureau des affaires juridiques

Affaire suivie par :
Etienne Leflaive
Tél : 05 55 11 43 68
Mél : etienne.leflaive@ac-limoges.fr

13 rue François Chénieux
CS 23124
87031 Limoges cedex 1

Objet : précisions dans le cadre des **mesures relatives à la situation sanitaire : maj du 26 mai 2021**

Références :

Décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire

Loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020 autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire

Loi n° 2021-160 du 15 février 2021 prorogeant l'état d'urgence sanitaire

Décret modificatif n° 2020-1454 du 27 novembre 2020

Décret modificatif n° 2020-1582 du 14 décembre 2020

Décret modificatif n° 2021-31 du 15 janvier 2021

Décret modificatif n° 2021-76 du 27 janvier 2021

Décret modificatif n° 2021-217 du 25 février 2021

Décret modificatif n° 2021-296 du 19 mars 2021

Protocole sanitaire mis à jour le 1^{er} février 2021

[Décret modificatif n° 2021-325 du 27 mars 2021

Décret modificatif n° 2021-384 du 2 avril 2021

Décret modificatif n° 2021-498 du 23 avril 2021]

Décret modificatif n° 2021-541 du 1^{er} mai 2021

Décret modificatif n° 2021-606 du 18 mai 2021

Fiche repère EPS mise à jour le 1^{er} mai 2021

FAQ du MEN du 11 mai 2021 (en attente d'actualisation)

Les présentes instructions sont données sous réserve des consignes ministérielles communiquées ultérieurement.

Le protocole sanitaire renforcé de l'éducation nationale s'applique à compter du 2 novembre 2020 et jusqu'à nouvel ordre.

- 1- Sur la question des déplacements de familles pour motif scolaire

A compter du 19 mai 2021, le couvre-feu s'appliquant de 21h00 à 6h00, le public concerné par les attestations est restreint.

A compter du 16 janvier 2021, les justificatifs suivants sont exigés pour les trajets effectués avant 6h et après 21h00, horaire repoussé à compter du 19 mai 2021.

Les documents en vigueur sont :

- Une [attestation de déplacement dérogatoire entre 21 heures et 6 heures](#) pour motif « Déplacements entre le domicile [...] et le lieu d'enseignement et de formation... »
- Un [justificatif de déplacement scolaire dérogatoire entre 21h00 et 6 heures*](#)

* Pour les élèves dont l'emploi du temps des activités scolaires impliquent un déplacement avant 6 heures ou après 21h00 (par exemple, élèves sportifs de haut niveau...), l'attestation permanente valable avant le 16 janvier 2021 pour le couvre-feu entre 19h et 6h peut être transposée pour le nouveau couvre-feu (le modèle ministériel ne comporte pas mention des heures du couvre-feu).

Afin d'accompagner les familles dans la mise en place de ces justificatifs permanents, je vous invite à procéder de la manière suivante :

- faire distribuer au famille par les élèves ou par pronote le [document vierge](#)
- le faire remplir et signer par les familles qui le retournent à l'établissement
- après vérification, l'établissement appose le cachet et retourne le document aux familles

Concernant les justificatifs présentables en cas de contrôle :

Une pièce d'identité peut être demandée à chacun, outre le cahier de correspondance pour le mineur lorsqu'il se rend dans son établissement.

Concernant les élèves mineurs, l'attestation de déplacement dérogatoire doit être signée des titulaires de l'autorité parentale.

NB : sur la question de la justification du déplacement des élèves par la production du carnet de correspondance, la FAQ du 2 février rétablit la possibilité pour les élèves de justifier leur déplacement lors du couvre-feu à l'aide du carnet de correspondance, dès lors qu'ils sortent aux horaires habituels de l'établissement.

2.Règlementation spécifique pour certains départements :

Il n'existe plus de départements soumis à un couvre-feu strict (semaine et week-ends). Toutefois, le préfet de département est habilité, si le virus circule trop et que les circonstances locales l'exigent, à prendre des mesures d'interdiction proportionnées (dont certains déplacements) en les limitant à certaines parties du territoire.

2. Sur la question des déplacements professionnels des agents de l'EN

A compter du 16 janvier 2021, les justificatifs suivants sont exigés pour les trajets effectués avant 6h et après 21h00.

Dans un premier temps l'attestation générale peut être utilisée, mais elle doit être accompagnée d'un justificatif (bulletin de salaire, arrêté de nomination ou contrat de travail pour les non titulaires). **Je vous invite à rappeler sans délai ces consignes aux agents places sous votre autorité.**

Dans un deuxième temps, des justificatifs permanents doivent être établis.

Conformément au message envoyé le 30 octobre à 11h40 :

- Les chefs d'établissement établissent le justificatif pour les agents placés sous leur autorité fonctionnelle. En ce qui concerne les agents des collectivités, il convient d'interroger ces dernières pour la procédure à mettre en œuvre.
- Les IA-DASEN établissent et signent les justificatifs des chefs d'établissement et définissent les modalités de signature de ces justificatifs pour les agents placés sous leur autorité et les personnels du 1er degré.
- Les chefs de division et service du rectorat établissent les justificatifs pour les personnels placés sous leur autorité
- Les autres personnels (conseillers techniques et inspecteurs du second degré, notamment) se rapprochent du secrétariat général pour l'établissement de leur justificatif.

*** Pour les personnels dont l'emploi du temps implique un déplacement avant 6 heures ou après 21h, il convient d'établir un nouveau justificatif permanent sur la base du nouveau modèle. Ceux qui disposaient d'un justificatif permanent dans le cadre du couvre feu à 18h peuvent utiliser le même justificatif.**

3. Sur la demi-pension :

Le décret 2021-76 modifie notamment l'article 1^{er} du décret 2020-1310 définissant les gestes barrière et porte à deux mètres la distanciation entre chaque personne en l'absence de masque.

La distance est également augmentée dans l'article 40 qui porte des règles spécifiques pour la restauration d'entreprise.

Par contre, l'article 36 du décret relatif aux établissements scolaires, qui ne fixe pas de règles spécifiques à la restauration des élèves, n'a pas été modifié sur la distance d'un mètre entre les élèves. Pour mémoire l'article 36 précise au sujet de cette distanciation d'un mètre : « *l'observation d'une distanciation physique d'au moins un mètre ou d'un siège s'applique, entre deux personnes lorsqu'elles sont côte à côte ou qu'elles se font face, uniquement dans les salles de cours et les espaces clos et dans la mesure où elle n'affecte pas la capacité d'accueil de l'établissement.* »

La fiche restauration du MEN et le protocole sanitaire général mis à jour le 1er février (applicable à compter du 8 février 2021 en ce qui concerne la restauration, cf page 6) fixe une distanciation de 2 mètres entre les groupes d'élèves, mais n'impose pas de distance de deux mètres entre chaque élève. La notion de groupe d'élèves peut être entendue comme, soit une classe, soit un niveau, soit un groupe pédagogique homogène (groupe d'élèves homogène ayant régulièrement cours ensemble du fait de leurs options ou enseignement de spécialité).

Il résulte de ce qui précède que :

- pour la restauration des élèves, il convient d'appliquer pleinement les protocoles nationaux, qui appliquent l'article 36 du décret 2020-1310, lequel déroge à l'article 1^{er}, notamment sur l'obligation d'assurer une distanciation de deux mètres entre chaque élève
- pour la restauration des agents, il convient d'appliquer la réglementation applicable à la restauration d'entreprise, laquelle exige depuis aujourd'hui une distance de 2 mètres entre chaque convive (la notion de groupe venant ensemble ou ayant réservé ensemble n'est pas applicable aux commensaux des établissements scolaires).

D'autre part, il résulte de l'article R421-10 du code de l'éducation, que dans les EPLE, c'est le chef d'établissement qui est compétent pour fixer, pour le compte de l'Etat, les règles relatives à l'hygiène au sein des espaces de restauration, quel que soit le public accueilli, dans le respect des protocoles nationaux, qui valent instruction hiérarchique. Les collectivités de rattachement (CD ou CR), ou les communes dont les primaires déjeunent au self de l'établissement n'ont pas qualité pour faire prévaloir des règles différentes.

4. Sur la question des sorties régulières sur un lieu d'enseignement distant (piscine, gymnase)

Le décret précité ne les interdit pas et prévoit même expressément une dérogation d'accueil pour les scolaires dans les-ERP sportifs couverts (article 42). **Dans les cas où ces déplacements auraient lieu après 21h**, un problème se pose dans les lycées, lorsque le règlement intérieur avait prévu que ces déplacements puissent être effectués par les lycéens en autonomie. Compte tenu des difficultés éventuelles qui pourraient intervenir, notamment pour justifier leurs déplacements en cas de contrôle, ces déplacements doivent être encadrés par un personnel de l'établissement muni d'un ordre de mission.

NB : du 16 janvier au 20 mars 2021, les activités sportives en lieu clos étaient interdites. Elles sont de nouveau autorisées dans des conditions précisées par la FAQ du MEN et la fiche repère EPS mise à jour le 1^{er} mai 2021.

5. Sur les stages en entreprises

La FAQ ministérielle prévoit expressément les stages en entreprise demeurent autorisés dans les secteurs d'activité non fermés (cf. annexes 3 et 4). Ils doivent respecter le [protocole sanitaire national du ministère du travail mis à jour le 18 mai 2021](#), les conventions de stage doivent y faire référence.

A noter que ce protocole général s'accompagne de [protocoles renforcés publiés par le ministère de l'économie et détaillant les conditions d'accueil](#) :

- Pour les commerces ;
- Pour les marchés couverts et ouverts ;
- Pour les secteurs hôtellerie, cafés, restauration (HCR) ;
- Pour les traiteurs de l'événementiel ;
- Pour l'événement professionnel.
-

Les jeunes en stage étant sous statut scolaire, les familles qui les transportent sur leur lieu de stage peuvent justifier de leur déplacement par l'attestation générale (ou par le justificatif scolaire permanent cf. 1) et une copie de la convention de stage. **Après le 18 mai 2021, les horaires figurant sur la convention de stage justifieront, le cas échéant, le déplacement avant 6h ou après 21h. Il est donc impératif que les horaires soient bien précisés sur la convention.**

S'agissant des visites de suivi dans le cadre de la période de formation en milieu professionnel (PFMP), la FAQ précise : « *Dans la mesure du possible, les visites de PFMP en présentiel sont à privilégier, dans le strict respect du protocole sanitaire et des dispositions particulières que les structures d'accueil ont elles-mêmes mises en place.*

En effet, la circulaire n° 2016-053 du 29-3-2016 précise que « les visites de suivi [par l'enseignant référent] visent à s'assurer du bon déroulement de la période, à affiner ou recadrer, le cas échéant, les objectifs de formation et à faire le point sur les activités de l'élève ». La visite in situ reste donc un temps essentiel pour s'assurer du bon déroulement de la PFMP et pour vérifier que les activités des élèves sont conformes aux objectifs fixés. Dans cette même logique, il est recommandé de maintenir les visites d'évaluation formative en présentiel pour réaliser le bilan de la PFMP avec le tuteur et l'élève. Si toutefois les conditions ne sont réunies pour permettre que ces différents temps d'échanges se tiennent en présentiel, il sera possible de les organiser à distance. »

Au 11 mai 2021, (dernière FAQ du MEN), les restaurants d'application dans les établissements scolaires demeurent fermés. La FAQ ministérielle précise toutefois : « Du fait de l'impossibilité d'accueillir une clientèle extérieure à l'établissement, les restaurants d'application sont fermés au public mais pourront cependant construire en interne des scénarios pédagogiques adaptés permettant le maintien de leur fonctionnement (élèves ou professeurs clients, vente en ligne...) ». **Compte tenu des mesures de réouvertures en vigueur depuis le 19 mai, ces dispositions risquent d'évoluer.**

D'autre part, la FAQ ministérielle précise également que les hôtels d'application peuvent ouvrir sous réserve : de respecter les gestes barrière et l'obligation du port du masque dans les espaces collectifs (art. 27 du décret 2020-1310).

La FAQ ministérielle ajoute que la séquence d'observation 3^{ème} devient facultative.

6. Sur les sorties occasionnelles :

La FAQ du MEN précise que les sorties scolaires sans hébergement sont autorisées sur le territoire national, sans restriction. Sur le territoire métropolitain ; déplacements interdépartementaux et interregionaux sont autorisés. D'autre part, « à compter du 19 mai, les cinémas, musées et théâtres seront à nouveau en capacité d'accueillir du public. Les sorties scolaires dans ces lieux peuvent donc être à nouveau programmées à partir de cette date », en plus de certains ERP prévoyant l'accueil des scolaires (voir annexe 3),

En outre, l'accueil des scolaires dans certains ERP, à titre dérogatoire, est expressément prévu par le décret 2020-1310 : établissements sportifs, établissements de plein air, établissements de type L : salles d'auditions, de conférences, de réunions, de spectacles ou à usage multiple. (articles 42 et 45 du décret).

Vous trouverez en annexe 3 les ERP ne pouvant accueillir de public et donc des élèves dans le cadre de sorties scolaires.

Outre ces lieux, sont autorisées dans le cadre de sorties scolaires :

- Les visites guidées organisées par des personnes titulaires d'une carte professionnelle ;
- Les événements accueillant du public assis, dans la limite de 1 000 personnes, organisés sur la voie publique ou dans un lieu public. Dans ce cas, une distance minimale d'un siège est laissée entre les sièges occupés par chaque personne ou chaque groupe jusqu'à six personnes venant ensemble ou ayant réservé ensemble (élèves d'une même classe).

Il résulte de ce qui précède que ces sorties peuvent avoir lieu dans le respect des gestes barrière et en l'absence de contre-indication ministérielle. Elles doivent autant que possible ne pas se terminer au-delà du couvre-feu.

NB : du 16 janvier au 20 mars 2021, les activités sportives en lieu clos étaient interdites. Elles sont de nouveau autorisées dans des conditions précisées par la FAQ du MEN et la fiche repère EPS du 19 mars 2021.

7. Sur les voyages scolaires

La FAQ du ministère du 2 février 2021, interdit à compter de cette date et jusqu'à nouvel ordre toute sortie avec nuitée. Les voyages scolaires avec nuitée prévus sont donc reportés jusqu'à nouvel ordre.

La loi portant prorogation de l'état d'urgence, sus-visée, a habilité le gouvernement à prendre des ordonnances ou à réactiver des ordonnances prises lors de la première période de confinement. A ce jour, l'ordonnance 2020-315 n'a pas été réactivée.

8. Sur la tenue des instances dans les EPLE

Dans la mesure du possible, les réunions sont tenues en distanciel ou en semi-distanciel.

La Direction des Affaires juridiques du MEN a indiqué, par une note en date du 17 novembre, l'applicabilité de l'ordonnance 2014-1329 du 6 novembre 2014 aux établissements publics locaux d'enseignement, permettant les réunions en distanciel ou en semi-distanciel sous réserve :

- que le règlement intérieur de l'instance ne l'interdise pas ;
- que des modalités d'enregistrement des débats ou audition de tierce personne – si les nécessités l'imposent – soient fixées par une délibération préalable en présentiel.

La circulaire du 26 mai 2021 de la DGAFP autorise de nouveau les réunions en présentiel au-delà de la jauge de 6 personnes, dans le respect des préconisations fixées en annexe 1.

NB : Dans toutes les instances de l'établissement, le quorum s'apprécie en début de séance. En conséquence, toute rupture de communication avec les membres en distanciel n'entache pas la réunion d'irrégularité dès lors qu'un ou plusieurs membres siègent en présentiel. Il convient au moment des votes de s'assurer des personnes connectés et en mesure de voter.

Les participants en présentiel aux instances, lorsque celles-ci les amènent à se déplacer après 21h, justifient leur déplacement dérogatoire selon les modalités suivantes :

- les membres de droit à raison de leur fonction justifient leur déplacement par un justificatif permanent établi selon le nouveau modèle en vigueur.
- les autres membres justifient leurs déplacements au motif d'une convocation administrative en joignant la convocation à l'attestation individuelle*

*Lorsqu'il n'existe pas de convocation individuelle écrite, l'établissement doit s'assurer que la personne dispose de documents permettant de justifier son déplacement (par exemple pour les conseils de classe : calendrier des conseils de classe et liste des représentants aux conseils de classe).

9. Autres réunions dans le cadre du couvre-feu

D'une manière générale, le couvre-feu étant la règle, seules les réunions indispensables au fonctionnement de l'établissement ou au déroulé de la scolarité des élèves doivent être maintenues. Chaque fois que cela est possible, on évitera les échanges en présentiel après 21h.

La FAQ du MEN précise que les réunions parents professeurs ne peuvent se tenir en présentiel.

En tout état de cause, il convient de s'assurer que les usagers disposent des moyens de justifier leur déplacement en période de couvre-feu (convocation, invitation ou document nominatif émanant de l'établissement et précisant la date et le lieu).

10. Formations publics non scolaires et dispositif « ouvrir l'école aux parents »

Il résulte des dispositions du décret 2021-1310 que les formations continues des personnels sont en priorité assurées à distance, à l'exception de celles pour lesquels le distanciel est matériellement impossible.

S'agissant des formations organisées dans le cadre du GRETA, la FAQ précise :

« Les GRETA sont maintenus ouverts. Ils organisent les formations professionnelles à distance autant que les contenus le permettent et si les publics concernés sont en capacité de les suivre. Dans le cas où ces publics, ne seraient pas en mesure de suivre leur formation faute d'un équipement suffisant, les GRETA comme tous organismes de formation professionnelle, peuvent accueillir en présentiel les publics. Les formations qui ne peuvent se tenir à distance peuvent également se dérouler dans les espaces du GRETA dans le respect strict des mesures sanitaires et de la distanciation physique. »

S'agissant des formations en apprentissage, la FAQ indique :

Les CFA restent ouverts. Autant que possible, ils organisent les cours à distance. Toutefois, pour les enseignements qui nécessitent l'utilisation d'ateliers professionnels ou d'équipements particuliers, les cours pourront se dérouler en présentiel. Le respect strict du protocole sanitaire des établissements sera alors appliqué dans les ateliers et espaces dédiés à la formation.

S'agissant du dispositif ouvrir l'école aux parents :

Lorsque les circonstances et l'équipement numérique des familles le permettent, les ateliers OEPRE pourront se dérouler à distance. Si les conditions ne permettent pas d'organiser les cours à distance et que les ateliers sont maintenus au sein de l'école ou de l'établissement, il conviendra d'appliquer rigoureusement le protocole sanitaire. Les flux, horaires et déplacements seront conçus pour éviter tout croisement avec les élèves. L'établissement support de l'atelier pourra émettre des attestations de formation à destination des parents qui se déplaceront pour le motif de « Déplacement entre le domicile et le lieu d'exercice de l'activité professionnelle ou un établissement d'enseignement ou de formation »

Annexe 1 : extrait d'un précédent protocole sur les réunions au sein des établissements scolaire

Salle de réunion/salle des professeurs:

- Utiliser des sièges distants d'au moins un mètre (soit **minimum** 4 m² par agent, à l'exception de ceux placés, dans la configuration de la salle, contre un mur, une fenêtre, une bibliothèque, etc.) et éviter de s'asseoir face à face.
- Nettoyer et désinfecter avant/après une réunion, ne pas laisser d'objet, ou les désinfecter avant usage (feutres, télécommande).
- Aérer régulièrement ou veiller au bon fonctionnement de la ventilation.
- Si possible, bloquer les portes en position ouverte (pour renouveler l'air et éviter les contacts multiples de la poignée) si cela n'affecte pas les dispositions de la maîtrise du risque incendie.
- Mettre à disposition du gel hydroalcoolique sur la table, notamment s'il y a échange de documents papiers.

Annexe 2 : liste des secteurs d'activités ouverts, sous réserves de dispositions plus restrictives prises par le préfet de département :

I. - Les magasins de vente et centres commerciaux, relevant de la catégorie M, mentionnée par le règlement pris en application de l'article R. 123-12 du code de la construction et de l'habitation, peuvent accueillir du public dans le respect des conditions suivantes :

1° Les établissements dont la surface de vente est inférieure à 8 m² ne peuvent accueillir qu'un client à la fois ;

2° Les établissements dont la surface de vente est supérieure à 8 m² ne peuvent accueillir un nombre de clients supérieur à celui permettant de réserver à chacun une surface de 8 m² ;

3° La capacité maximale d'accueil de l'établissement est affichée et visible depuis l'extérieur de celui-ci.

4° l'accueil du public est limité au créneau **6h-21h**

II – La 4^{ème} condition (accueil entre 6h et 21h) n'est pas applicable aux secteurs d'activités suivants :

- entretien, réparation et contrôle techniques de véhicules automobiles, de véhicules, engins et matériels agricoles ;

- fourniture nécessaire aux exploitations agricoles ;

- distributions alimentaires assurées par des associations caritatives ;

- commerce de détail de carburants et combustibles en magasin spécialisé, boutiques associées à ces commerces pour la vente de denrées alimentaires à emporter, hors produits alcoolisés, et équipements sanitaires ouverts aux usagers de la route ;

- commerce de détail de produits pharmaceutiques en magasin spécialisé ;

- commerce de détail d'articles médicaux et orthopédiques en magasin spécialisé ;

- hôtels et hébergement similaire ;

- location et location-bail de véhicules automobiles ;

- location et location-bail de machines et équipements agricoles ;

- location et location-bail de machines et équipements pour la construction ;

- blanchisserie-teinturerie de gros ;

- commerce de gros fournissant les biens et services nécessaires aux activités mentionnées au présent II ;
- services publics de santé, de sécurité, de transports et de solidarité ouverts la nuit ;
- cliniques vétérinaires et cliniques des écoles vétérinaires ;
- laboratoires d'analyse ;
- refuges et fourrières ;
- services de transport ;
- toutes activités dans les zones réservées des aéroports ;
- services funéraires.

III. Liste des établissements ouverts :

1° Etablissements de type N : Restaurants et débits de boisson ;

2° Etablissements de type EF : Etablissements flottants pour leur activité de restauration et de débit de boisson ;

3° Etablissements de type OA : Restaurants d'altitude ;

4° Etablissements de type O : Hôtels, pour les espaces dédiés aux activités de restauration et de débit de boisson.

II.- Seules les terrasses extérieures des établissements mentionnés au I peuvent accueillir du public, dans la limite de 50 % de leur capacité d'accueil et dans les conditions suivantes :

1° Les personnes accueillies ont une place assise ;

2° Une même table ne peut regrouper que des personnes venant ensemble ou ayant réservé ensemble, dans la limite de six personnes.

Les établissements mentionnés au I peuvent également accueillir du public, y compris en intérieur et sans limitation horaire, pour :

-leurs activités de livraison ;

-le room service des restaurants et bars d'hôtels ;

-la restauration collective en régie et sous contrat ;

NB : Pour la restauration collective sous contrat, ainsi que la restauration assurée au bénéfice exclusif des professionnels du transport routier, les gérants des établissements mentionnés au I organisent l'accueil du public (intérieur et extérieur) dans les conditions suivantes :

1° Les personnes accueillies ont une place assise ;

2° Une même table ne peut regrouper que des personnes venant ensemble ou ayant réservé ensemble, dans la limite de quatre personnes ;

3° Une distance minimale de deux mètres est garantie entre les chaises occupées par chaque personne, sauf si une paroi fixe ou amovible assure une séparation physique. Cette règle de distance ne s'applique pas aux groupes, dans la limite de six personnes, venant ensemble ou ayant réservé ensemble ;

4° La capacité maximale d'accueil de l'établissement est affichée et visible depuis la voie publique lorsqu'il est accessible depuis celle-ci.

III. - Portent un masque de protection :

1° Le personnel des établissements ;

2° Les personnes accueillies de onze ans ou plus lors de leurs déplacements au sein de l'établissement.

Annexe 3 : liste des établissements recevant du public fermés ne pouvant notamment pas accueillir d'élèves en sortie scolaire et listes des établissements avec accueil réglementé :

A - Accueil interdit :

- Etablissements à vocation commerciale destinés à des expositions, des foires-expositions ou des salons ayant un caractère temporaire, relevant du type T

- Etablissements de type P : Salles de danse et salles de jeux hors casinos ;

B - Accueil réglementé :

- **Établissements de type L** : salles d'auditions, de conférences, de réunions, de spectacles ou à usage multiple :

Dans le respect des conditions suivantes :

Une distance minimale d'un siège est laissée entre les sièges occupés par chaque personne.

L'accès éventuel aux espaces de regroupement ne peut se faire que dans le respect des gestes barrières.

Le port du masque au plus de onze ans s'impose.

- **Etablissements de type CTS** : chapiteaux, tentes et structures

Une distance minimale d'un siège est laissée entre les sièges occupés par chaque personne.

L'accès éventuel aux espaces de regroupement ne peut se faire que dans le respect des gestes barrières.

Le port du masque au plus de onze ans s'impose.

Le nombre de personnes accueillies ne peut excéder 35 % de la capacité d'accueil de l'établissement et 800 personnes.

- **Etablissements de type Y** : musées et salles d'exposition à vocation culturelle temporaire

Ils ne peuvent accueillir un nombre de visiteurs supérieur à celui permettant de réserver à chacun une surface de 8 m².

- **Etablissements de types S**, Bibliothèques, centres de documentation et d'archives :

Ils ne peuvent accueillir un nombre de visiteurs supérieur à celui permettant de réserver à chacun une surface de 8 m². Lorsque les personnes accueillies ont une place assise, une distance minimale d'un siège est laissée entre les sièges occupés par chaque personne ou chaque groupe jusqu'à six personnes venant ensemble.

L'accès éventuel aux espaces de regroupement ne peut se faire que dans le respect des gestes barrières.

Le port du masque au plus de onze ans s'impose.

NB : le port du masque ne s'impose pas pour les activités de pratique artistique.

NB 2 : restent ouverts au public :

1° Les parcs, jardins et autres espaces verts aménagés dans les zones urbaines ;

2° Les plages, plans d'eau et lacs.